

à la page 22458, dans le texte français, article 1^{er}, 4^o, 2^e ligne, il y a lieu de lire « travaux de plantations de biens ruraux », au lieu de « travaux de plantations horticoles »;

à la page 22458, dans le texte français, article 1^{er}, 3^o, 4^e ligne, il y a lieu de lire « environnementales », au lieu de « écologiques »;

à la page 22459, dans le texte français, article 4, 1^{re} ligne, il y a lieu de lire « de l'Etat », au lieu de « de la Région flamande ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 2827

[S-Mac — 29459]

5 SEPTEMBRE 1994. — Décret relatif au régime des études universitaires et des grades académiques (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux institutions universitaires suivantes :

- § 1^{er}. — l'Université de Liège;
 — l'Université Catholique de Louvain;
 — l'Université libre de Bruxelles;
 — l'Université de Mons-Hainaut;
 — la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux;
 — les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur;
 — la Faculté polytechnique de Mons;
 — les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles;
 — les Facultés universitaires catholiques de Mons.

§ 2. La Fondation universitaire luxembourgeoise créée en vertu de l'article 22 de la loi du 28 mai 1971 et chargée de stimuler et de coordonner, en liaison avec les universités et les institutions universitaires mentionnées au § 1^{er}, la recherche scientifique appliquée et certaines formes d'enseignement.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- autorités universitaires : les instances qui, dans chaque institution universitaire, sont habilitées à exercer les compétences qui leur sont attribuées par le présent décret;
- cursus universitaire : les études universitaires conduisant à un grade académique déterminé;
- programme d'études : l'ensemble des matières ou des activités qui font l'objet d'un cursus universitaire;
- année d'études : l'unité de division d'un programme d'études;
- année : l'unité de mesure de la durée des études;
- année académique : période d'un an qui prend cours le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante. Les autorités universitaires fixent le début et la fin des périodes de cours;
- enseignement supérieur : l'enseignement supérieur autre qu'universitaire au sens de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, pour autant qu'il soit de plein exercice;
- avis collégial des recteurs : avis élaboré en commun par les recteurs des institutions universitaires mentionnées à l'article 1^{er}, § 1^{er}.

CHAPITRE II. — Domaines des études universitaires

Art. 3. § 1^{er}. Des études universitaires sont organisées dans les domaines suivants, groupés en trois secteurs :

1. Secteur des sciences humaines et sociales :
 - sciences religieuses;
 - philosophie;
 - histoire;
 - langues et lettres;
 - arts et archéologie;
 - droit;
 - criminologie;
 - psychologie;
 - sciences de l'éducation;
 - sciences économiques;
 - sciences politiques;
 - sciences sociales.
2. Secteur des sciences :
 - sciences;
 - sciences appliquées;
 - sciences agronomiques et ingénierie biologique.

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n^o 166-1. — Rapport, n^o 166-2. — Amendements, n^{os} 166-3 à 5.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 juin 1994.

3. Secteur des sciences de la santé :

- sciences médicales;
- science dentaire;
- sciences vétérinaires;
- sciences de la santé publique;
- sciences pharmaceutiques;
- éducation physique;
- Kinésithérapie.

§ 2. Les études universitaires peuvent relever de plusieurs des domaines mentionnés au paragraphe 1er.

CHAPITRE III. — *Classification des études universitaires et détermination des grades académiques*

Art. 4. Les études universitaires comprennent :

- des études conduisant à des grades académiques;
- des études ou des activités de formation ne conduisant pas à des grades académiques, qui concernent notamment les recyclages et la formation continue.

Art. 5. Les études universitaires conduisant à des grades académiques sont organisées en trois cycles.

Les études de premier et de deuxième cycles correspondent à des études de base. Se rattachent aux études de deuxième cycle, les études relatives à la formation pédagogique des futurs enseignants. Se rattachent aux études de premier ou de deuxième cycle, les études complémentaires organisées en vue de compléter ou d'élargir des études de base, au sein d'un même domaine ou dans un domaine différent.

Les études de troisième cycle comprennent :

- les études spécialisées;
- les études approfondies, organisées en vue d'une formation à la recherche;
- les études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat ou d'agrégation.

Art. 6. § 1er. Les études de base de premier cycle sont sanctionnées par le grade académique de candidat.

§ 2. Les études de base de deuxième cycle sont sanctionnées par un des grades académiques suivants : licencié, maître, ingénieur, docteur en médecine, docteur en médecine vétérinaire et pharmacien.

§ 3. Les études relatives à la formation pédagogique des futurs enseignants sont sanctionnées par le grade académique d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 4. Les études complémentaires sont sanctionnées par le grade académique de "diplômé d'études complémentaires en ...".

§ 5. Les études spécialisées sont sanctionnées par le grade académique de "diplômé d'études spécialisées en ...", à l'exception des études spécialisées en notariat qui sont sanctionnées par le grade académique de licencié; les études approfondies sont sanctionnées par le grade académique de "diplômé d'études approfondies en ...".

§ 6. Les études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat ou d'agrégation sont sanctionnés, après la soutenance de la thèse, par un des grades académiques de docteur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Art. 7. § 1er. Tout grade académique comprend une qualification qui indique l'objet des études qu'il sanctionne à l'exception des grades d'agrégé de l'enseignement. La qualification peut être précisée par la mention d'une orientation.

§ 2. Sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF, le Gouvernement fixe les qualifications des grades académiques qui sanctionnent les études de base de premier et de deuxième cycles ainsi que les qualifications du grade académique de docteur conféré après la soutenance d'une thèse. Il fixe, dans les mêmes conditions, par référence à l'article 3, § 1er, les domaines dont ces études ou ces travaux relèvent.

§ 3. Les autorités universitaires fixent les qualifications des grades académiques qui sanctionnent les études complémentaires, les études spécialisées et les études approfondies qu'elles organisent. Elles fixent aussi, par référence à l'article 3, § 1er, les domaines dont ces études relèvent.

§ 4. Les mentions d'orientations prévues au § 1er sont déterminées par les autorités universitaires.

CHAPITRE IV. — *Habilitations à organiser des études universitaires et à conférer des grades académiques*

Art. 8. § 1er. Sont habilitées à organiser, dans tous les domaines mentionnés à l'article 3, § 1er, les études universitaires prévues à l'article 5 et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent :

- l'Université de Liège;
- l'Université Catholique de Louvain;
- l'Université libre de Bruxelles.

§ 2. Sont habilitées à organiser, dans certains des domaines mentionnés à l'article 3, § 1er, les études universitaires prévues à l'article 5 et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent :

- l'Université de Mons-Hainaut, dans les domaines suivants : psychologie, sciences de l'éducation, sciences économiques, sciences, sciences appliquées (aux conditions fixées par l'article 18, alinéa 2, de la loi du 28 mai 1971 portant de nouvelles mesures en faveur de l'expansion universitaire), sciences médicales, science dentaire, sciences pharmaceutiques;
- la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux, dans le domaine des sciences agronomiques et de l'ingénierie biologique;
- les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, dans les domaines suivants : sciences économiques, sciences;
- la Faculté polytechnique de Mons, dans le domaine des sciences appliquées;
- les Facultés universitaires catholiques de Mons, dans les domaines suivants : sciences économiques, sciences politiques.

§ 3. Sont habilitées à organiser, dans certains des domaines mentionnés à l'article 3, 1er, les études universitaires prévues à l'article 5, à l'exception des études de deuxième cycle, et à conférer les grades académiques qui les sanctionnent :

- les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, dans les domaines suivants : philosophie, histoire, langues et lettres, art et archéologie, droit, sciences politiques, sciences sociales, sciences médicales, sciences vétérinaires, sciences pharmaceutiques;
- les Facultés universitaires Saint-Louis dans les domaines suivants : philosophie, histoire, langues et lettres, droit, sciences économiques, sciences politiques, sciences sociales.

Pour la soutenance de thèses dans les domaines mentionnés dans ce paragraphe, ces institutions constituent des jurys interuniversitaires comprenant au moins un membre d'une institution qui, dans les domaines concernés, est habilitée à organiser des études de 2^e cycle.

§ 4. Est habilitée à organiser, dans les sciences de l'environnement, les études universitaires prévues à l'article 5, à l'exception des études de premier et de deuxième cycles, et à conférer les grades qui les sanctionnent :

— la Fondation universitaire luxembourgeoise.

Pour conférer ces grades et délivrer les diplômes qui les attestent, la Fondation universitaire luxembourgeoise constitue des jurys interuniversitaires mandatés par les recteurs des institutions universitaires membres du conseil d'administration de la Fondation.

§ 5. En application de l'article 32, les jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française confèrent tous les grades académiques de premier et de deuxième cycles qui sanctionnent des études de base et que confèrent les institutions universitaires.

Art. 9. Les institutions universitaires peuvent conclure entre elles des conventions de coopération pour l'organisation d'études relevant des domaines auxquels s'étend leur habilitation et pour la collation des grades académiques qui les sanctionnent.

CHAPITRE V. — Conditions d'accès aux études universitaires et inscription

Art. 10. § 1^{er} Ont accès à des études de premier cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne à l'exception des études en sciences appliquées, les étudiants qui justifient :

a) soit du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur délivré par un établissement d'enseignement secondaire, au plus tard, à l'issue de l'année scolaire 1992-1993 et homologué par la commission instituée par l'article 9 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par arrêté du Régent du 31 décembre 1949, ou du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur conféré par le jury de la Communauté française;

b) soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993-1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française ou la Communauté germanophone dans les formes d'enseignement général, technique ou artistique et homologué par la commission instituée par l'article 9 des mêmes lois coordonnées ainsi que les titulaires du même certificat délivré à partir de l'année civile 1994, par le jury de la Communauté française ou de la Communauté germanophone;

c) soit d'un certificat homologué de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique délivré par un établissement d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté flamande ou par le jury de la Communauté flamande habilité à délivrer ce certificat et qui donne accès à l'enseignement universitaire dans cette communauté;

d) soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice ou d'un titre correspondant délivré par l'enseignement de promotion sociale;

e) soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les institutions universitaires et dont les programmes sont arrêtés par le Gouvernement sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF; cette attestation donne accès aux études qu'elle indique;

f) soit d'un diplôme ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés en a) ou b) ou d), en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers, d'un décret, d'une directive européenne ou d'une convention internationale.

§ 2. Ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences appliquées en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui justifient d'une attestation de succès à un examen spécial d'admission organisé par les institutions universitaires qui confèrent ce grade et dont le programme est arrêté par le Gouvernement sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF; cette attestation donne accès à toutes les études de premier cycle.

Art. 11. § 1^{er}. Ont accès à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont le grade académique de candidat qui correspond à ces études.

Ont accès à ces mêmes études en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont un grade académique de candidat qui ne correspond pas à ces études, mais qui y donne accès en vertu d'une décision des autorités universitaires et aux conditions complémentaires qu'elles fixent.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, le diplôme de candidat ingénieur civil polytechnicien délivré par l'École royale militaire est assimilé au grade académique de candidat ingénieur civil.

Les autorités universitaires définissent les conditions complémentaires auxquelles ont accès à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui sont porteurs d'un diplôme de candidat en rapport avec ces études, autre que celui visé à l'alinéa précédent, délivré par l'École royale militaire.

§ 3. Conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement, les autorités universitaires définissent les conditions complémentaires auxquelles ont accès à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui sont porteurs d'un diplôme en rapport avec ces études, délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou de type court.

Cette disposition s'applique également aux étudiants porteurs des titres correspondants délivrés par l'enseignement de promotion sociale.

§ 4. Par exception au § 1^{er}, les autorités universitaires peuvent, en vue de l'accès à des études de deuxième cycle qu'elles déterminent, valider les expériences professionnelles ou les acquis personnels d'étudiants qui n'ont pas le grade académique de candidat mais qui, au terme d'une procédure d'évaluation organisée par les autorités universitaires, justifient d'aptitudes et de connaissances suffisantes pour suivre ces études avec succès.

La détermination des études qui font l'objet de l'exception prévue à l'alinéa précédent doit être approuvée au préalable par le ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

§ 5. Aux conditions que fixent les autorités universitaires, ont accès à des études de deuxième cycle en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants porteurs d'un diplôme ou certificat d'études étranger en rapport avec ces études et reconnu équivalent à ceux mentionnés aux paragraphes 1^{er} et 3 en application de l'article 36 du présent décret ou de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers.

Art. 12. Ont accès aux études en vue de l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur les étudiants qui ont un grade académique sanctionnant des études de base de deuxième cycle ou qui sont inscrits à de telles études. Dans ce dernier cas toutefois, ils ne peuvent obtenir le grade d'agrégé qu'après avoir obtenu le grade qui sanctionne leurs études de deuxième cycle.

Les étudiants porteurs d'un diplôme ou certificat d'études étranger reconnu équivalent, en application de l'article 36 du présent décret, à un des grades académiques qui sanctionnent les études de base de deuxième cycle, ont aussi accès aux études en vue de l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 13. Aux conditions que fixent les autorités universitaires, ont accès à des études complémentaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont le grade académique qui sanctionne le cycle des études de base auquel ces études se rattachent ainsi que les étudiants qui sont inscrits en dernière année de ce cycle. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent obtenir le grade qui sanctionne les études complémentaires qu'un an après avoir obtenu le grade qui sanctionne ce cycle.

Aux conditions que fixent les autorités universitaires ont aussi accès à des études complémentaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui sont porteurs d'un diplôme de premier ou de deuxième cycle, délivré par l'Ecole Royale Militaire ou par un établissement d'enseignement supérieur de type long.

Aux conditions que fixent les autorités universitaires ont accès à des études complémentaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants porteurs d'un diplôme ou certificat d'études étranger, délivré à la suite d'études comparables à celles que sanctionnent les grades ou diplômes requis aux alinéas précédents.

Art. 14. § 1er. Ont accès à des études spécialisées ou à des études approfondies en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont un grade académique de deuxième cycle qui donne accès à ces études en vertu d'une décision des autorités universitaires et aux conditions qu'elles fixent.

Toutefois, par décision des autorités universitaires et aux conditions qu'elles fixent, ont accès à des études spécialisées en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui sont inscrits en dernière année d'un deuxième cycle qui comprend au moins trois années d'études et qui donne accès à ces études selon les modalités prévues à l'alinéa précédent. Dans ce cas, ils ne peuvent obtenir le grade qui les sanctionne qu'un an au moins après avoir obtenu le grade qui sanctionne leurs études de deuxième cycle.

La décision des autorités universitaires relative aux études qui font l'objet de l'exception prévue à l'alinéa précédent doit être approuvée au préalable par le ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

§ 2. Ont seuls accès aux études en vue de l'obtention du grade de licencié en notariat, les étudiants qui ont le grade de licencié en droit ou les étudiants porteurs d'un diplôme reconnu équivalent en vertu de l'article 36.

§ 3. Aux conditions que fixent les autorités universitaires, ont accès à des études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse, en vue de l'obtention du grade de docteur qui les sanctionne, les étudiants qui ont le grade académique de deuxième cycle qui correspond à ces études.

Ont accès à ces mêmes études et travaux, en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont un grade académique de deuxième cycle qui ne correspond pas à ces études, mais qui y donne accès en vertu d'une décision des autorités universitaires et aux conditions qu'elles fixent.

§ 4. Aux conditions que fixent les autorités universitaires, ont accès à des études spécialisées à l'exception des études de notariat, à des études approfondies ainsi qu'à des études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui ont un diplôme de deuxième cycle en rapport avec ces études, délivré par l'Ecole Royale Militaire ou par un établissement d'enseignement supérieur de type long.

§ 5. Aux conditions qui fixent les autorités universitaires ont accès à des études spécialisées à l'exception des études de notariat, à des études approfondies ainsi qu'à des études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat en vue de l'obtention des grades qui les sanctionnent, les étudiants qui sont porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études étranger, délivré à la suite d'études comparables à celles que sanctionnent les grades ou diplômes requis par les paragraphes 1er, 3 et 4.

Art. 15. Aux conditions que fixent les autorités universitaires, ont accès à des études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse en vue de l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement supérieur qui les sanctionne, les étudiants qui ont le grade académique de docteur, obtenu après la soutenance d'une thèse ou qui sont titulaires d'un certificat ou diplôme étranger reconnu équivalent en vertu de l'article 36 du présent décret.

Art. 16. L'étudiant choisit librement l'institution universitaire à laquelle il souhaite s'inscrire.

Toutefois, par décision motivée, en application des dispositions arrêtées par le Gouvernement, les autorités universitaires peuvent refuser l'inscription d'un étudiant.

Lorsque ce refus émane d'une institution universitaire organisée par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 30 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le ministre qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les institutions universitaires subventionnées par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission, qui représente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus.

CHAPITRE VI. — Organisation des études universitaires

Section Ire. — Cursus universitaires, programmes d'études et d'examens

Art. 17. Dans le cadre des habilitations fixées à l'article 8, les autorités universitaires créent et organisent les cursus universitaires. Elles arrêtent les programmes d'études et d'examens qui y correspondent. Elles tiennent compte des conditions fixées par la loi, le décret ou la directive européenne pour régler l'accès à certaines fonctions ou professions.

Les autorités universitaires veillent à ce que les programmes d'études qu'elles arrêtent soient publiés avant le début de l'année académique de telle sorte que l'étudiant soit informé sur les objectifs, le contenu et l'organisation des programmes.

Ces programmes doivent comporter au minimum, de manière différenciée selon les cycles, l'étude des principales parties ou branches de la discipline ou des disciplines qui déterminent la qualification des grades auxquels ils conduisent. En outre, les programmes des études de base de premier et deuxième cycles doivent comprendre l'étude de matières contribuant à la formation générale de l'étudiant.

Au plus tard trois mois avant le début de l'année académique, les autorités universitaires communiquent au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions la liste des cursus qu'elles organisent, en indiquant les domaines dont ils relèvent par référence à l'article 3, § 1er, ainsi que les qualifications des grades qui les sanctionnent.

Art. 18. La langue administrative des institutions est le français.

La langue d'enseignement et d'examen pour les études de base, à l'exclusion des cursus ou des activités d'enseignement dont l'objet est l'étude d'une langue étrangère, est le français.

Les autorités universitaires, à partir du deuxième cycle, peuvent néanmoins organiser, dans une autre langue, des activités d'enseignement spécifiques ou à destination de populations étudiantes spécifiques, pour autant que l'étudiant soit informé de la langue dans laquelle s'organise cette activité et l'examen avant qu'il n'entame le cursus concerné.

Art. 19. Les programmes d'études et d'examens des différents cursus sont établis par année d'études, à l'exception de ceux qui concernent l'obtention du grade de docteur conféré après la soutenance d'une thèse et du grade d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Les programmes de premier cycle qui concernent l'obtention du grade de candidat comprennent deux années d'études, à l'exception de ceux qui concernent l'obtention des grades de candidat en théologie, candidat en médecine et candidat en médecine vétérinaire qui comprennent trois années d'études.

Les programmes de deuxième cycle qui concernent l'obtention du grade de licencié comprennent deux années d'études, à l'exception de ceux qui concernent l'obtention du grade de licencié en droit, licencié en psychologie, licencié en sciences de l'éducation et licencié en science dentaire qui comprennent trois années d'études.

Les programmes de deuxième cycle qui concernent l'obtention du grade de licencié dont les conditions d'accès font l'objet de l'article 11, § 4 peuvent, moyennant l'approbation préalable du Gouvernement, comprendre trois années d'études.

Les programmes de deuxième cycle qui concernent l'obtention du grade de maître en sciences économiques, maître en sciences économiques appliquées, ingénieur commercial, maître en informatique, ingénieur civil, ingénieur agronome, ingénieur chimiste et des bio-industries, docteur en médecine vétérinaire et pharmacien comprennent trois années d'études.

Le programme de deuxième cycle qui concerne l'obtention du grade de docteur en médecine comprend quatre années d'études.

Les programmes qui concernent l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur comprennent une année d'études.

Les programmes qui concernent l'obtention du grade de diplômé d'études complémentaires comprennent une année d'études.

Les programmes qui concernent l'obtention du grade de diplômé d'études spécialisées et du grade de diplômé d'études approfondies comprennent deux années d'études au plus, à l'exception du programme qui concerne l'obtention du grade de licencié en notariat qui comprend une année d'études et des programmes d'études spécialisées ou approfondies en médecine, en science dentaire et en médecine vétérinaire qui peuvent comprendre plus de deux années d'études.

Art. 20. Les étudiants inscrits dans une institution universitaire en vue de l'obtention d'un grade académique suivent les cours et effectuent les travaux qui figurent à leur programme d'études et qui sont organisés par l'institution. Ils y présentent les examens qui se rapportent à leur programme d'études.

Toutefois, des accords conclus avec d'autres institutions universitaires belges ou étrangères, ainsi qu'avec l'Ecole Royale Militaire, peuvent prévoir que certains de ces cours et travaux seront organisés par ces autres institutions et que les examens qui s'y rapportent seront présentés dans ces mêmes institutions, conformément aux règles qui y sont en vigueur. Ils peuvent aussi prévoir l'échange de membres du personnel académique.

Sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF, le Gouvernement peut autoriser la conclusion de tels accords avec des établissements d'enseignement supérieur.

Les institutions universitaires étrangères avec lesquelles ces accords peuvent être conclus doivent organiser des cursus ou participer à l'organisation de cursus comprenant trois années au moins.

Art. 21. Par décision des autorités universitaires et aux conditions qu'elles fixent, les étudiants qui en font la demande peuvent être autorisés à répartir une année d'études sur plusieurs années académiques.

Art. 22. Par décision des autorités universitaires et aux conditions qu'elles fixent, les étudiants inscrits pour la première fois en première année qui en font la demande peuvent être autorisés, en cours d'année, à répartir sur deux années successives leur première année d'études ou la première année d'études d'un autre cursus. Les examens non réussis au cours de la première année peuvent être représentés deux fois l'année suivante.

Ce régime particulier comporte l'obligation de suivre une formation complémentaire de mise à niveau dont le programme est fixé par les autorités universitaires en collaboration avec l'étudiant concerné.

Les étudiants auxquels ce régime s'applique sont considérés comme inscrits deux fois en première année.

Section 2. — Durée des études

Art. 23. Sous réserve de l'article 25, un étudiant ne peut s'inscrire aux examens terminaux en vue de l'obtention d'un grade académique s'il n'a pas consacré à ses études le nombre d'années suivant :

- a) au moins deux années pour l'obtention du grade de candidat;
- b) au moins deux années pour l'obtention du grade de licencié;
- c) au moins trois années pour l'obtention des grades de candidat en théologie, candidat en médecine, candidat en médecine vétérinaire, licencié en droit, licencié en psychologie, licencié en sciences de l'éducation, licencié en science dentaire, maître, ingénieur, docteur en médecine vétérinaire, pharmacien;
- d) au moins quatre années pour l'obtention du grade de docteur en médecine;
- e) au moins une année pour l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur; toutefois, ce grade peut être obtenu la même année qu'un grade de deuxième cycle;
- f) au moins une année pour l'obtention des grades de diplômé d'études complémentaires, diplômé d'études spécialisées, diplômé d'études approfondies et de licencié en notariat.

Sous réserve des articles 13, alinéa 1er, et 14, § 1er, alinéa 2, la durée minimale des études se calcule à partir de l'année académique de l'inscription aux études conduisant à l'obtention du grade, en tenant compte des dispositions du chapitre V concernant les conditions d'accès à ces études.

Section 3. — Dispenses relatives aux programmes et à la durée des études

Art. 24. Aux conditions qu'elles fixent, les autorités universitaires peuvent dispenser les étudiants de certaines parties de leur programme d'études en considération des études qu'ils ont déjà effectuées avec succès.

Art. 25. Les autorités universitaires peuvent accorder aux étudiants qui bénéficient des dispenses prévues à l'article 24 une réduction de la durée minimale de leurs études, telle qu'elle est déterminée à l'article 23.

CHAPITRE VII. — Examens et jurys

Art. 26. Pour être admis à s'inscrire aux examens organisés par une institution universitaire, tout étudiant doit être inscrit au rôle des étudiants de cette institution pour le programme d'études ou l'année d'études correspondant à ces examens et avoir suivi les cours et effectué les travaux que ce programme ou cette année comporte.

Art. 27. Sur une période d'un an, un étudiant ne peut se présenter plus de deux fois aux mêmes examens.

Art. 28. Les examens sont publics. Ils sont oraux ou écrits.

Art. 29. En vue de conférer les grades académiques, les autorités universitaires constituent des jurys par programme d'études ou par année d'études. Les jurys sont composés de cinq membres au moins dont un président et un secrétaire.

Les jurys délibèrent sur les résultats obtenus par chaque étudiant aux examens qui se rapportent au programme d'études ou à l'année d'études pour laquelle il est inscrit. Ils tiennent compte de l'aptitude de l'étudiant au travail personnel. Les délibérations des jurys sont secrètes. Les jurys statuent souverainement. Tout étudiant peut, sur simple demande, recevoir ses résultats par examen.

Art. 30. Sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF, le Gouvernement fixe les conditions minimales du report de notes d'examens à une année académique ultérieure, de même que les conditions auxquelles ces reports restent acquis lorsque l'étudiant change soit de cursus soit d'institution.

Art. 31. Sous réserve des autres dispositions du présent chapitre, les autorités universitaires arrêtent un règlement des examens. Ce règlement fixe notamment :

- les périodes des examens;
- les conditions d'inscription aux examens;
- les modalités de l'organisation et du déroulement des examens;
- les modes de composition et de fonctionnement des jurys;
- les conditions d'octroi, par les jurys, du report de notes d'examens pour la même année académique ou pour une année académique ultérieure;
- les modes de publication des décisions des jurys;
- les modes d'introduction, d'instruction et de résolution des plaintes d'étudiants relatives à des irrégularités dans le déroulement des examens.

CHAPITRE VIII. — Jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française

Art. 32. Un jury d'enseignement universitaire de la Communauté française est constitué, au siège de chaque institution universitaire, en vue de la collation des grades académiques de premier et de deuxième cycles qui sanctionnent des études de base et que confère l'institution universitaire où le jury est établi.

Le Gouvernement, sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF, définit la compétence de ces jurys, règle leur organisation et leur fonctionnement et détermine sous réserve des articles 10, 11, § 1er, alinéa 1er et 23, les conditions d'accès et d'inscription aux examens qu'ils organisent.

CHAPITRE IX. — Collation des grades académiques et délivrance des diplômes

Art. 33. Les grades académiques sont conférés aux étudiants :

- qui ont rempli les conditions d'accès déterminées au chapitre V;
- qui ont consacré à leurs études le nombre minimal d'années prescrit par l'article 23;
- qui ont été reçus aux examens organisés en vue de l'obtention de ces grades.

Art. 34. Les grades académiques sont conférés, et les diplômes qui les attestent sont délivrés soit par les jurys des institutions universitaires soit par les jurys d'enseignement universitaire de la Communauté française.

Art. 35. Les diplômes sont signés par les membres des jurys. S'ils sont délivrés par les jurys d'une institution universitaire, ils sont, en outre, contresignés par le recteur de celle-ci. Ils constatent qu'ont été observées les prescriptions du présent décret quant aux conditions d'accès, aux programmes, à la durée des études et aux examens. Les matières qui ont fait l'objet des examens sont mentionnées sur les diplômes ou sur des documents annexes. Ces documents sont signés par le président et le secrétaire du jury.

CHAPITRE X. — Equivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers

Art. 36. Le Gouvernement peut, par voie de mesures générales, reconnaître l'équivalence entre des diplômes ou certificats d'études étrangers et les grades académiques mentionnés à l'article 6.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure de la reconnaissance d'une équivalence complète entre des diplômes ou certificats d'études étrangers, qui n'ont pas fait l'objet des mesures prévues à l'alinéa 1er, et les grades académiques mentionnés à l'article 6, paragraphe 2, qui sanctionnent les études de base de deuxième cycle.

Sous réserve des alinéas 1er et 2, les autorités universitaires peuvent reconnaître l'équivalence complète entre des diplômes ou certificats d'études étrangers et les grades académiques qu'elles confèrent.

Sous réserve de l'alinéa 1er, les autorités universitaires peuvent reconnaître l'équivalence partielle entre des diplômes ou certificats d'études étrangers et les grades académiques qu'elles confèrent. Dans ce cas, elles fixent les conditions complémentaires auxquelles l'obtention des grades académiques concernés est subordonnée.

CHAPITRE XI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 37. L'article 1er, I, a, de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres de l'enseignement supérieur, modifié par la loi du 9 avril 1965, est remplacé par la dispositions suivante :

"Article 1er. I. Nul ne peut porter le titre :

a) de l'un des grades visés dans les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949 ou dans le décret du ... relatif au régime des études universitaires et des grades académiques dans la Communauté française, s'il n'en a obtenu le diplôme, conformément à ces lois ou à ce décret."

Art. 38. A l'article 6 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par arrêté du Régent du 31 décembre 1949, le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Sont susceptibles d'obtenir le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, conféré par le jury de la Communauté française :

— les titulaires du sec: certificat d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans les formes d'enseignement général, technique ou artistique, au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993, dans un établissement d'enseignement ou à la fin de l'année civile 1993, devant le jury de la communauté française;

— les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur obtenu à la fin de la septième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou de la première année de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;

— les titulaires d'un titre pour lequel la décision d'équivalence, prise en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, limite les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur au seul enseignement supérieur de type court ou à des domaines et orientations d'études déterminés de l'enseignement supérieur de type long et universitaire;"

Art. 39. A l'article 9 des lois précitées, coordonnées le 31 décembre 1949, les mots "des diplômes d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur et" sont supprimés.

Art. 40. Les articles 6, § 4 et § 5, 8, 10, § 3 et 10bis des lois précitées, coordonnées le 31 décembre 1949, sont abrogés.

Art. 41. Les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, telles que modifiées à ce jour, sont abrogées à l'exception des articles 1erbis, 4°, 6, § 1er, § 2, § 3; 6bis; 9; 10, § 1er, § 2, § 4 et § 5, 54 à 57, et sous réserve de l'alinéa 1er de l'article 46 ci-après.

Art. 42. L'article 3 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire est remplacé par la disposition suivante : "Outre les grades académiques qu'elles sont habilitées à conférer en vertu du décret du ..., les universités peuvent délivrer des diplômes honorifiques. Les diplômes honorifiques ne confèrent pas les droits inhérents aux grades académiques. Le Gouvernement fixe les conditions générales de délivrance de ces diplômes.

L'article 4, § 3, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

"L'Université de Mons-Hainaut comprend :

— une faculté des sciences psychopédagogiques;

— une faculté des sciences économiques;

— une faculté des sciences;

— une faculté des sciences appliquées, en application de l'article 18, alinéa 2, de la loi du 28 mai 1971 portant de nouvelles mesures en faveur de l'expansion universitaire;

— une faculté de médecine;

— un établissement dénommé "Ecole d'interprètes internationaux". Toutefois, cet établissement conserve son statut légal actuel."

Art. 43. L'article 8, § 1er, de la loi du 7 juillet 1970 sur la structure générale de l'enseignement supérieur est remplacé par la disposition suivante

"Article 8, § 1er. Nul n'est admis à la première année d'études de l'enseignement supérieur de type long s'il ne répond pas aux conditions fixées par l'article 10 du décret du ... relatif au régime des études universitaires et des grades académiques."

L'article 10, § 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Les titres de capacité visés aux §§ 1er et 2 ci-dessus peuvent aussi être des titres étrangers reconnus équivalents en application de l'article 36 du décret du ... relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, et de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers."

Art. 44. L'article 5 du décret du 29 juillet 1992 modifiant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et portant différentes mesures en faveur des porteurs d'un diplôme délivré par l'Ecole royale militaire est abrogé.

Art. 45. L'arrêté royal du 30 septembre 1964 fixant les conditions générales de délivrance des diplômes scientifiques et honorifiques dans les universités de l'Etat est abrogé, à l'exception des articles 6 à 8.

L'arrêté royal du 20 juillet 1967 fixant les conditions générales de délivrance des diplômes scientifiques et honorifiques par la Faculté de médecine vétérinaire de l'Etat à Bruxelles (Cureghem) et par les Facultés des sciences agronomiques de l'Etat est abrogé à l'exception de l'article 1er, 3°.

Art. 46. Chacun des grades mentionnés à l'article 1er des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, telles que modifiées à ce jour, pourra continuer à être conféré, aux conditions prévues par ces lois et par le décret du 5 juillet 1993, visant à la légalisation des diplômes universitaires scientifiques correspondant à des diplômes relatifs aux grades légaux, aux étudiants qui ont réussi au moins une année d'études en vue de l'obtention du grade concerné.

Chacun des grades ou diplômes scientifiques qui étaient conférés avant la date de l'entrée en vigueur du présent décret pourra continuer à être conféré, aux mêmes conditions, aux étudiants qui ont réussi au moins une année d'études en vue de l'obtention du grade concerné.

Toutefois, les dispositions des alinéas 1 et 2 ne sont plus d'application au-delà de l'année qui suit celles qui correspondent à la durée minimale des études restant à accomplir.

Art. 47. Aussi longtemps que les mesures d'exécution prévues par le présent décret ne sont pas prises, les institutions universitaires appliquent, à défaut de ces mesures, les dispositions qui étaient d'application au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 48. Par dérogation à l'article 8, les cursus qui ont été organisés dans le cadre des habilitations définies soit par l'article 1er, III, a, de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur modifié par l'article 2 de la loi du 28 mai 1971 portant de nouvelles mesures en faveur de l'expansion universitaire, soit par les articles 37 et 37bis des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnés le 31 décembre 1949 modifiées par les articles 3 et 4 de la même loi du 28 mai 1971 et qui, en application du présent décret, ne pourraient plus être organisés, peuvent être maintenus à la date d'entrée en vigueur de ce décret sous réserve des articles 5, 6, 7, §§ 1, 2 et 4, 19 et 23 et moyennant l'accord préalable du ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

Art. 49. A partir du 1er septembre 1994, des cursus universitaires de premier et de deuxième cycles ne seront plus créés dans les domaines suivants, mentionnés à l'article 3, § 1er : sciences agronomiques et ingénierie biologique, sciences médicales, science dentaire, sciences vétérinaires, sciences pharmaceutiques.

Art. 50. Le Gouvernement prend toutes les dispositions transitoires complémentaires qui peuvent être requises.

Art. 51. Le Gouvernement fixera la date d'entrée en vigueur du présent décret à l'exception des articles 10, § 1er, 38, 39 et 40, qui produisent leurs effets au 30 juin 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 septembre 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,

P. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 2827

[S-Mac — 29459]

5 SEPTEMBER 1994. — Decreet tot regeling van de universitaire studies en de academische graden (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleiding*

Artikel 1. Dit decreet is toepasselijk op onderstaande universitaire instellingen :

- § 1. — "Université de Liège";
— "Université Catholique de Louvain";
— "Université libre de Bruxelles";
— "Université de Mons-Hainaut";
— "Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux";
— "Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix" te Namen;
— "Faculté polytechnique de Mons";
— "Facultés universitaires Saint-Louis" te Brussel;
— "Facultés universitaires catholiques de Mons".

§ 2. de "Fondation universitaire luxembourgeoise" opgericht krachtens artikel 22 van de wet van 28 mei 1971 en gelast, het toegepast wetenschappelijk onderzoek en bepaalde onderwijsvormen te stimuleren en te coördineren in samenwerking met de in § 1 bedoelde universiteiten en universitaire instellingen.

(1) Zitting 1993-1994.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 166-1. — Verslag, nr. 166-2. — Amendementen, nrs. 166-3 tot 5.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 juni 1994.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder :

- het bestuur van de universiteit : de overheid die in elke universitaire instelling gemachtigd is om de haar bij dit decreet toegewezen bevoegdheid uit te oefenen;
 - academisch curriculum : de universitaire studie leidend tot een bepaalde academische graad;
 - studieprogramma : de gezamenlijke vakken of activiteiten die het voorwerp zijn van een curriculum;
 - studiejaar : een van de eenheden waarin een studieprogramma verdeeld is;
 - jaar : de eenheid die als maat dient voor de duur van de studie;
 - academisch jaar : periode van één jaar die ingaat op 1 oktober en eindigt op 30 september van het daaropvolgend jaar.
- Het bestuur van de universiteit bepaalt begin en einde van de onderwijsperiodes;
- hoger onderwijs : het niet-universitair hoger onderwijs bedoeld in de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs mits het met volledig leerplan is;
 - collegiaal advies van de rectoren : een advies dat gemeenschappelijk uitgewerkt is door de rectoren van de in artikel 1, § 1 bedoelde universitaire instellingen.

HOOFDSTUK II. — *Universitaire studiegebieden*

Art. 3. § 1. Universitaire studies worden georganiseerd in de volgende gebieden, gegroepeerd in 3 sectoren :

1. Sector sociale en menswetenschappen :

- godsdienstwetenschappen;
- wijsbegeerte;
- geschiedenis;
- taal en letteren;
- kunst en oudheidkunde;
- rechtsgeleerdheid;
- criminologie;
- psychologie;
- opvoedkunde;
- economische wetenschappen;
- politieke wetenschappen;
- sociale wetenschappen.

2. Sector wetenschappen :

- wetenschappen;
- toegepaste wetenschappen;
- landbouwkunde en bioteelten.

3. Sector gezondheid :

- geneeskunde;
- tandheelkunde;
- diergeneeskunde;
- volksgezondheid;
- farmacie;
- lichamelijke opvoeding;
- kinesitherapie.

§ 2. Universitaire studies kunnen onder verschillende van de in § 1 vermelde gebieden ressorteren.

HOOFDSTUK III. — *Indeling van de universitaire studies en vaststelling van de academische graden*

Art. 4. De universitaire studies omvatten :

- studies leidend tot academische graden;
- studies of vormingsactiviteiten die niet tot academische graden leiden en o.m. betrekking hebben op bijscholing en voortgezette vorming.

Art. 5. De universitaire studies die tot academische graden leiden worden in 3 cyclussen georganiseerd. De studies van de 1e en de 2e cyclus stemmen overeen met de basisstudie. Bij de 2e cyclus worden ook ingedeeld de studies die betrekking hebben op de pedagogische vorming van toekomstige leerkrachten. Bij de 1e of de 2e cyclus worden ook ingedeeld de aanvullende studies die tot doel hebben de basisstudie aan te vullen of uit te breiden, in een zelfde studiegebied of in een ander studiegebied.

De studies van de 3e cyclus omvatten :

- gespecialiseerde studies;
- grondige studies met het oog op de opleiding voor wetenschappelijk onderzoek;
- studies en werkzaamheden ter voorbereiding van een proefschrift voor doctoraat of aggregatie.

Art. 6. § 1. De basisstudie van de 1e cyclus wordt bekrachtigd door de academische graad van kandidaat.

§ 2. De basisstudie van de 2e cyclus wordt bekrachtigd door de academische graad van licentiaat, master, ingenieur, doctor in de geneeskunde, doctor in de diergeneeskunde, apotheker.

§ 3. De studies in verband met de pedagogische vorming van de leerkrachten worden bekrachtigd door de academische graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs.

§ 4. De aanvullende studies worden bekrachtigd door de academische graad van "gediplomeerde van aanvullende studies in ...".

§ 5. De gespecialiseerde studies worden bekrachtigd door de academische graad van "gediplomeerde van gespecialiseerde studies in ..." behalve de gespecialiseerde studies in het notariaat, bekrachtigd door de academische graad van licentiaat. De grondige studie wordt bekrachtigd door de academische graad van "gediplomeerde van grondige studies in ...".

§ 6. De studies en werkzaamheden ter voorbereiding van een proefschrift voor doctoraat of aggregatie worden bekrachtigd, na verdediging van het proefschrift, door een van de academische graden van doctor of van geaggregeerde voor het hoger onderwijs.

Art. 7. § 1. Elke academische graad omvat een kwalifikatie met vermelding van het voorwerp van de studies die hij bekrachtigt met uitzondering van de graden van geaggregeerde voor het onderwijs. De kwalifikatie kan voorafgegaan worden door de vermelding van een studierichting.

§ 2. Op collegiaal advies van de rectoren en na raadpleging van het CIUF bepaalt de regering de kwalifikatie van de academische graden die de basisstudie van de 1e en de 2e cyclus bekrachtigen, alsook die van de academische graad van doctor toegekend na verdediging van een proefschrift. Zo ook bepaalt ze, onder verwijzing naar artikel 3, § 1, de studiegebieden waaronder die studies of werkzaamheden ressorteren.

§ 3. Het bestuur van de universiteit bepaalt de kwalifikatie van de academische graden ter bekrachtiging van de aanvullende, de gespecialiseerde en de grondige studies die het organiseert. Het bepaalt ook, onder verwijzing naar artikel 3, § 1, de gebieden waaronder die studies ressorteren.

§ 4. De in § 1 bedoelde vermeldingen van een studierichting worden vastgesteld door het bestuur van de universiteit.

HOOFDSTUK IV. — *Machtiging om universitaire studies te organiseren en academische graden toe te kennen*

Art. 8. § 11. Onderstaande universiteiten worden gemachtigd om in alle in artikel 3, § 1 vermelde gebieden universitaire studies bedoeld in artikel 5 te organiseren en de academische graden die deze studies bekrachtigen toe te kennen :

- "Université de Liège"
- "Université Catholique de Louvain"
- "Université libre de Bruxelles"

§ 2. Onderstaande instellingen worden gemachtigd om in sommige in artikel 3, § 1 bedoelde gebieden de universitaire studies, bedoeld in artikel 5, te organiseren en de academische graden die deze studies bekrachtigen toe te kennen :

- "Université de Mons-Hainaut" in de gebieden : psychologie, opvoedkunde, economische wetenschappen, wetenschappen, toegepaste wetenschappen (onder de voorwaarden bepaald bij artikel 18, 2e lid van de wet van 28 mei 1971 houdende nieuwe maatregelen met het oog op de universitaire expansie), geneeskunde, tandheelkunde, farmacie;
- "Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux" in het gebied landbouwkunde en bioteelten;
- "Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix" in de gebieden : economische wetenschappen, wetenschappen;
- "Faculté polytechnique de Mons", in het gebied : toegepaste wetenschappen;
- "Facultés universitaires catholiques de Mons" in de gebieden : economische wetenschappen, politieke wetenschappen.

§ 3. Worden gemachtigd om in sommige in artikel 3, § 1 vermelde gebieden de universitaire studies te organiseren bedoeld in artikel 5, behalve de studies van de 2e cyclus, en de academische graden ter bekrachtiging van de georganiseerde studies toe te kennen :

— "Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix" in de gebieden : wijsbegeerte, geschiedenis, taal en letteren, kunst en oudheidkunde, rechtsgeleerdheid, politieke wetenschappen, sociale wetenschappen, geneeskunde, diergeneeskunde, farmacie;

— "Facultés universitaires Saint-Louis" in de gebieden : wijsbegeerte, geschiedenis, taal en letteren, rechtsgeleerdheid, economische wetenschappen, politieke wetenschappen, sociale wetenschappen.

Voor de verdediging van de proefschriften in de in deze paragraaf vermelde gebieden stellen die instellingen interuniversitaire jury's samen, met ten minste één lid van een instelling die in het betrokken gebied gemachtigd is om studies van de 2e cyclus te organiseren.

§ 4. De "Fondation universitaire luxembourgeoise" wordt gemachtigd om voor de milieuwetenschappen de universitaire studies te organiseren bedoeld in artikel 5, behalve de 1e en de 2e cyclus, en de graden ter bekrachtiging ervan toe te kennen. Om die graden toe te kennen en de diploma's die ze staven uit te reiken, stelt ze interuniversitaire jury's samen, gemachtigd door de rectoren van de universitaire instellingen die deel uitmaken van haar raad van bestuur.

§ 5. Met toepassing van artikel 32 kennen de jury's voor het universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap alle academische graden van de 1e en de 2e cyclus toe die basisstudie bekrachtigen en die de universitaire instellingen toekennen.

Art. 9. De universitaire instellingen kunnen onderling samenwerkingsakkoorden sluiten om studies te organiseren in gebieden waarvoor ze gemachtigd zijn en voor de toekenning van de academische graden die deze studies bekrachtigen.

HOOFDSTUK V. — *Toegang tot de universitaire studies en inschrijving*

Art. 10. § 1. Tot de studies van de 1e cyclus voor het bekomen van de graad die ze bekrachtigt, met uitzondering van de studie van de toegepaste wetenschappen, hebben de studenten toegang, die een van volgende bewijzen voorleggen :

a) het diploma van bekwaamheid voor toegang tot het hoger onderwijs uitgereikt door een inrichting voor secundair onderwijs en gehomologeerd door de commissie ingesteld bij artikel 9 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij besluit van de Regent d.d. 31 december 1949, of het diploma van bekwaamheid voor toegang tot het hoger onderwijs uitgereikt door de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

b) het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt vanaf het schooljaar 1993-94 door een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse of de Duitstalige Gemeenschap voor het algemeen, technisch, of kunstonderwijs en gehomologeerd door de commissie ingesteld bij artikel 9 van voornoemde gecoördineerde wetten, en de houders van dat getuigschrift, uitgereikt vanaf het kalenderjaar 1994 door de examencommissie van de Franse of van de Duitstalige Gemeenschap;

c) een gehomologeerd getuigschrift van algemeen of technisch secundair onderwijs of van secundair kunstonderwijs uitgereikt door een inrichting voor secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap of door de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap die gemachtigd is om dat getuigschrift uit te reiken, en dat in die Gemeenschap toegang verleent tot het universitair onderwijs;

d) een diploma van hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of een overeenstemmend studiebewijs uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie;

e) een attest van welslagen voor een toelatingsexamen georganiseerd door de universitaire instellingen en waarvan het programma vastgelegd is door de Regering op collegiaal advies van de rectoren, na raadpleging van het CIUF; dit attest geeft toegang tot de studies die het vermeldt;

f) een buitenlands diploma of studiegetuigschrift, gelijkwaardig erkend met die vermeld in a), b) of d) bij toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften, van een decreet, een Europese richtlijn of een internationaal verdrag.

§ 2. Tot de studies van de 1e cyclus in de toegepaste wetenschappen voor het bekomen van de graad die ze bekrachtigt, hebben alleen de studenten toegang die een attest van welslagen voor een bijzonder toelatingsexamen, georganiseerd door de universitaire instellingen die deze graad verlenen, voorleggen; het programma van dat examen wordt vastgelegd door de Regering op collegiaal advies van de rectoren, na raadpleging van het CIUF. Bedoeld attest verleent toegang tot alle studies van de 1e cyclus.

Art. 11. § 1. Tot de studies van de 2e cyclus voor het bekomen van de graad die ze bekrachtigt hebben de studenten toegang die van de met die studies overeenstemmende academische graad van kandidaat titularis zijn.

Tot die studies, voor het bekomen van de graad die ze bekrachtigt, hebben studenten toegang die titularis zijn van een graad van kandidaat die niet met die studies overeenstemt maar die ertoe toegang verleent krachtens een beslissing van het bestuur van de universiteit, mits aan de aanvullende voorwaarden die dat bestuur stelt, voldaan is.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt het diploma van kandidaat-burgerlijk polytechnicumingenieur, uitgereikt door de Koninklijke Militaire School, gelijkgesteld met de academische graad van kandidaat-burgerlijk ingenieur.

Het bestuur van de universiteit bepaalt de aanvullende voorwaarden waaraan, voor de studies van de 2e cyclus voor het bekomen van de graad die ze bekrachtigt, de studenten moeten voldoen, die houder zijn van een diploma van kandidaat dat verband houdt met die studies, behalve dat, uitgereikt door de Koninklijke Militaire School en in vorig lid bedoeld.

§ 3. Overeenkomstig de door de Regering getroffen bepalingen bepaalt het bestuur van de universiteit de aanvullende voorwaarden waaraan, voor toegang tot studies van de 2e cyclus ter verkrijging van de graad die ze bekrachtigt, de studenten moeten voldoen die houder zijn van een diploma dat verband houdt met die studies en uitgereikt wordt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange of het korte type. Die bepaling geldt ook voor de studenten, die houder zijn van overeenstemmende studiebewijzen, uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie.

§ 4. In afwijking van § 1 mag het bestuur van de universiteit voor de toegang tot studies van de 2e cyclus die het bepaalt, de beroepservaring of persoonlijke verworvenheden in aanmerking nemen voor studenten die geen titularis zijn van de academische graad van kandidaat maar die, na een evaluatieprocedure georganiseerd door het bestuur van de universiteit, het bewijs leveren van voldoende bekwaamheden en kennis om die studies met goed gevolg te volbrengen.

De lijst van de studies die het voorwerp zijn van de uitzondering bedoeld in vorig lid, moet vooraf goedgekeurd worden door de voor het hoger onderwijs bevoegde minister.

§ 5. Tot de studies van de 2e cyclus voor het bekomen van de graad die ze bekrachtigt, hebben studenten, onder voorwaarden die het bestuur van de universiteit stelt, toegang als zij houder zijn van een buitenlands diploma of studiebewijs in verband met die studies, gelijkwaardig erkend met die vermeld in de §§ 1 en 3, bij toepassing van artikel 36 van dit decreet of van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften.

Art. 12. Tot de studies voor het bekomen van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs hebben toegang de studenten met een academische graad ter bekrachtiging van basisstudie van de 2e cyclus of ingeschreven voor die studie. In laatstgenoemd geval kunnen zij pas de graad van geaggregeerde bekomen na het bekomen van de graad die hun studies van de 2e cyclus bekrachtigt.

De studenten met een buitenlands diploma of studiegetuigschrift, bij toepassing van artikel 36 van dit decreet gelijkwaardig erkend met een van de academische graden die de basisstudie van de 2e cyclus bekrachtigen, hebben ook toegang tot de studies voor het bekomen van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs.

Art. 13. Onder voorwaarden die het bestuur van de universiteit vaststelt, hebben studenten met de academische graad die de cyclus basisstudie bekrachtigt waarop aanvullende studies betrekking hebben en studenten ingeschreven voor het laatste jaar van die cyclus, toegang tot aanvullende studies met het oog op het bekomen van de graad die ze bekrachtigt. In laatstgenoemd geval kunnen zij de graad ter bekrachtiging van de aanvullende studies pas bekomen één jaar na het bekomen van de graad die deze cyclus bekrachtigt.

Onder de voorwaarden die het bestuur van de universiteit vaststelt, hebben de studenten met een diploma van de 1e of de 2e cyclus, uitgereikt door de Koninklijke Militaire school of door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type, toegang tot aanvullende studies voor het bekomen van de graad die ze bekrachtigt.

Onder de voorwaarden die het bestuur van de universiteit vaststelt hebben de studenten, houder van een buitenlands diploma of studiegetuigschrift, uitgereikt na studie die vergelijkbaar is met die, bekrachtigd door de in de vorige leden vereiste graden of diploma's, toegang tot aanvullende studies, met het oog op het bekomen van de graad die ze bekrachtigt.

Art. 14. § 1. Studenten met een academische graad van de 2e cyclus die toegang geeft tot gespecialiseerde grondige studies krachtens een beslissing van het bestuur van de universiteit onder de voorwaarden die het stelt, hebben toegang tot gespecialiseerde en grondige studies met het oog op het bekomen van de graad die ze bekrachtigt.

Bij beslissing van het bestuur van de universiteit en onder de voorwaarden die het stelt hebben studenten, ingeschreven in het laatste jaar van een 2e cyclus met ten minste 3 jaar studie, die toegang geeft tot gespecialiseerde studies volgens de in vorig lid bepaalde modaliteiten, ook toegang tot die studies met het oog op het bekomen van de graad die ze bekrachtigt. In dit geval kunnen zij laatstgenoemde graad pas bekomen één jaar na het bekomen van de graad die hun studies van de 2e cyclus bekrachtigt.

De beslissing van het bestuur van de universiteit betreffende de studies die het voorwerp zijn van de in vorig lid bedoelde uitzondering, moet vooraf goedgekeurd worden door de voor het universitair onderwijs bevoegde minister.

§ 2. Alleen de studenten met de graad van licentiaat in de rechten of met een krachtens artikel 36 gelijkwaardig erkend diploma hebben toegang tot de studies voor het bekomen van de graad van licentiaat in het notariaat.

§ 3. Onder de voorwaarden die het bestuur van de universiteit vaststelt, hebben toegang tot de studies en werkzaamheden ter voorbereiding van een proefschrift, met het oog op het bekomen van de graad van doctor die ze bekrachtigt, de studenten met de academische graad van de 2e cyclus die met bedoelde studies overeenstemt.

Tot bedoelde studies en werkzaamheden, ter verkrijging van de graad die ze bekrachtigt, hebben toegang de studenten met een academische graad van de 2e cyclus die niet met die studies overeenstemt, maar ertoe toegang verleent bij beslissing van het bestuur van de universiteit, onder de voorwaarden die het stelt.

§ 4. Onder de voorwaarden die het bestuur van de universiteit stelt, hebben toegang tot gespecialiseerde studies behalve de studies in het notariaat, tot grondige studies en tot studies en werkzaamheden ter voorbereiding van een doctoraatsproefschrift met het oog op het bekomen van de graad die ze bekrachtigt, de studenten met een diploma van de 2e cyclus dat met die studies verband houdt, uitgereikt door de Koninklijke Militaire School of een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type.

§ 5. Onder de voorwaarden die het bestuur van de universiteit stelt, hebben toegang tot gespecialiseerde studies, behalve de studies in het notariaat, tot grondige studies en tot studies en werkzaamheden ter voorbereiding van een doctoraatsproefschrift met het oog op het bekomen van de graad die ze bekrachtigt, de studenten die houder zijn van een buitenlands diploma of studiegetuigschrift, uitgereikt na afloop van studies vergelijkbaar met die, bekrachtigd door de graden of diploma's, vereist bij de §§ 1, 3 en 4.

Art. 15. Onder de voorwaarden die het bestuur van de universiteit stelt, hebben toegang tot de studies en werkzaamheden ter voorbereiding van een proefschrift met het oog op het bekomen van de graad van geaggregeerde voor het hoger onderwijs die ze bekrachtigt, de studenten met de academische graad van doctor, bekomen na de verdediging van een proefschrift of die houder zijn van een buitenlands getuigschrift of diploma, gelijkwaardig erkend krachtens artikel 36 van dit decreet.

Art. 16. De student heeft de vrije keus van de universitaire instelling waar hij zich wil inschrijven. Het bestuur van de universiteit kan echter, bij met redenen omklede beslissing, met toepassing van de bepalingen die de Regering getroffen heeft, de inschrijving van een student weigeren.

Wanneer die weigering uitgaat van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde instelling kan de student binnen 30 dagen, bij aangetekend schrijven, beroep instellen bij de Minister, die binnen 30 dagen de weigering ongedaan kan maken.

De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde universitaire instellingen voorzien in hun reglement in de oprichting en organisatie van een commissie voor de behandeling van de klachten van de studenten wier inschrijving geweigerd werd. Die commissie, waarvan de onafhankelijkheid gewaarborgd moet worden, kan de weigering ongedaan maken met inachtneming van de reglementsbepalingen.

HOOFDSTUK VI. — *Organisatie van het universitair onderwijs*

Afdeling 1. — Universitaire curriculum's, studie- en examenprogramma's

Art. 17. In het kader van de bij artikel 8 bedoelde machtigingen worden de curriculum's vastgesteld en georganiseerd door het bestuur van de universiteit. Dat bestuur legt de overeenstemmende studie- en examenprogramma's vast. Het houdt rekening met de voorwaarden bepaald bij de wet, het decreet of de Europese richtlijn om de toegang tot ambten of beroepen te regelen. Het bestuur van de universiteit waakt ervoor dat de studieprogramma's die het vaststelt, bekendgemaakt worden voor het begin van het academiejaar, zodat de student kennis krijgt van de doeleinden, de inhoud en de organisatie van de programma's.

Die programma's moeten ten minste, met differentiëring volgens de cyclus de studie behelzen van de voornaamste onderdelen of vakken van de discipline(s) die de kwalifikatie bepalen van de graden waartoe ze leiden. Bovendien moeten de programma's voor de basisstudie van de 1e en de 2e cyclus de studie behelzen van leerstof die tot de algemene vorming van de student bijdraagt. Uiterlijk 3 maanden voor het begin van het academiejaar deelt het bestuur van de universiteit aan de voor het universitair onderwijs bevoegde minister de lijst mee van de curriculum's die het organiseert, met vermelding van de studiegebieden waaronder ze ressorteren, onder verwijzing naar artikel 3, § 1, alsook de kwalifikatie van de graden die ze bekrachtigen.

Art. 18. De bestuurstaal van de instellingen is het Frans.

De onderwijs- en examentaal voor de basisstudie, met uitsluiting van de vakken of onderwijsactiviteiten die de studie van een vreemde taal beogen, is het Frans.

De universitaire overheid kan echter vanaf de 2e cyclus specifieke onderwijsactiviteiten of activiteiten bestemd voor een specifieke studiebevolking in een andere taal organiseren, mits de student kennis krijgt van de taal waarin die activiteit en het examen georganiseerd worden, voordat hij het desbetreffende curriculum aanvat.

Art. 19. De studie- en examenprogramma's van de verschillende curriculum's worden vastgesteld per studiejaar; behalve voor het verkrijgen van de graad van doctor na verdediging van een proefschrift en van de graad van geaggregeerde voor het hoger onderwijs.

De programma's van de eerste cyclus voor het bekomen van de graad van kandidaat omvatten 2 studiejaar, behalve die voor kandidaat in de godgeleerdheid, in de geneeskunde en de diergeneeskunde, die 3 studiejaar omvatten.

De programma's van de 2e cyclus voor het bekomen van de graad van licentiaat, waarvoor de toegang geregeld wordt bij artikel 11, § 4, kunnen 3 studiejaar omvatten mits de Regering zulks vooraf goedkeurt.

De programma's van de 2e cyclus voor het bekomen van de graad van master in de economische wetenschappen of de toegepaste economische wetenschappen, van handelsingenieur, van master in de informatica, van burgerlijk ingenieur, landbouwkundig ingenieur, ingenieur voor de scheikunde en de bioteelten, doctor in de diergeneeskunde, apotheker omvatten 3 studiejaar.

Het programma van de 2e cyclus voor het bekomen van de graad van doctor in de geneeskunde omvat 4 studiejaar.

De programma's voor het bekomen van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs omvatten één studiejaar.

De programma's voor het bekomen van de graad van gediplomeerde voor aanvullende studies omvatten één studiejaar.

De programma's voor het bekomen van de graad van gediplomeerde voor gespecialiseerde studies of grondige studies omvatten ten hoogste 2 studiejaar, behalve het programma voor licentiaat in het notariaat, dat één studiejaar omvat, en de gespecialiseerde of grondige studies in de geneeskunde, de tandheelkunde of de diergeneeskunde, die meer dan 2 studiejaar mogen omvatten.

Art. 20. De studenten, ingeschreven in een universitaire instelling voor het bekomen van een academische graad volgen de colleges en verrichten de werkzaamheden die op hun studieprogramma voorkomen en door de instelling georganiseerd worden. Zij leggen er de examens i. v. m. hun studieprogramma af.

Akkoorden met andere Belgische of buitenlandse universitaire instellingen of met de Koninklijke Militaire School kunnen echter bepalen dat sommige van die colleges en werkzaamheden georganiseerd worden door die andere instellingen en dat de examens die erop betrekking hebben, in die zelfde instellingen afgelegd worden overeenkomstig de aldaar vigerende regels. Ze kunnen ook voorzien in uitwisseling van academisch personeel.

Op collegiaal advies van de rectoren en na raadpleging van het CIUF kan de Regering toelaten dat zulke akkoorden gesloten worden met instellingen voor hoger onderwijs.

De buitenlandse universitaire instellingen waarmee die akkoorden gesloten mogen worden, moeten een curriculum organiseren van ten minste 3 jaar of aan de organisatie ervan deelnemen.

Art. 21. Bij beslissing van het bestuur van de universiteit en op de voorwaarden die dat bestuur stelt, kunnen de studenten die zulks aanvragen, de toelating krijgen om één studiejaar over verschillende academiejaren te spreiden.

Art. 22. Bij beslissing van het bestuur van de universiteit en onder de voorwaarden die dat bestuur stelt, kunnen studenten die voor het eerst een inschrijving nemen in het eerste jaar, de toelating krijgen hun eerste studiejaar of dat van een ander curriculum te spreiden over 2 opeenvolgende jaren. De examens waarvoor zij in het eerste jaar niet slagen, mogen zij het volgende jaar tweemaal afleggen.

Die bijzondere regeling behelst de verplichting, een aanvullende bijwerkingsopleiding te volgen waarvan het bestuur van de universiteit het programma bepaalt in overleg met de student.

De student waarvoor die regeling geldt, wordt geacht tweemaal in het 1e jaar ingeschreven te zijn.

Afdeling 2. — Duur van de studies

Art. 23. Onder voorbehoud van artikel 25 kan een student zich niet inschrijven voor het eindexamen ter verkrijging van een academische graad als hij aan zijn studies onderstaand aantal jaren niet gewijd heeft :

- a) ten minste 2 jaar voor het verkrijgen van de graad van kandidaat;
- b) ten minste 2 jaar voor het verkrijgen van de graad van licentiaat;
- c) ten minste 3 jaar voor het verkrijgen van de graad van kandidaat in de geneeskunde, de diergeneeskunde, van licentiaat in de rechten, de psychologie, de opvoedkunde, de tandheelkunde, van master, ingenieur, doctor in de diergeneeskunde, apotheker;
- d) ten minste 4 jaar voor het verkrijgen van de graad van doctor in de geneeskunde;
- e) ten minste 1 jaar voor het verkrijgen van de graad van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, die evenwel verkregen kan worden hetzelfde jaar als een graad van de 2e cyclus;
- f) ten minste 1 jaar voor het verkrijgen van de graad van gediplomeerde voor aanvullende, gespecialiseerde, grondige studies en van licentiaat in het notariaat.

Onder voorbehoud van de artikelen 13, 1e lid, en 14, § 1, 2e lid, wordt de minimumstudieduur berekend vanaf het academiejaar van de inschrijving voor de studies die leiden tot het verkrijgen van de graad, rekening houdend met hoofdstuk V, Toegang tot de studies.

Afdeling 3. — Vrijstellingen inzake studieprogramma en -duur

Art. 24. Het bestuur van de universiteit kan, onder de voorwaarden die het stelt, de studenten vrijstellen van sommige gedeelten van hun studieprogramma, gelet op de studies die zij reeds met goed gevolg volbracht hebben.

Art. 25. Het bestuur van de universiteit kan de studenten die vrijstellingen genieten krachtens artikel 24, één vermindering toestaan van de minimumduur, voor hun studies bepaald bij artikel 23.

HOOFDSTUK VII. — Examens en jury's

Art. 26. Om zich te mogen inschrijven voor de door een universitaire instelling georganiseerde examens, moet elke student op de rol van die instelling ingeschreven zijn voor het met die examens overeenstemmende studieprogramma of -jaar en de door dat programma of voor dat jaar vereiste colleges en werkzaamheden gevolgd en volbracht hebben.

Art. 27. In een periode van één jaar kan een student zich niet meer dan tweemaal voor dezelfde examens aanmelden.

Art. 28. De examens zijn openbaar. Ze worden mondeling of schriftelijk afgenomen.

Art. 29. Om de academische graden toe te kennen, stelt het bestuur van de universiteit jury's samen per studieprogramma of -jaar. De jury's bestaan uit ten minste 5 leden, met inbegrip van een voorzitter en een secretaris.

Ze beraadslagen over de door elke student bekomen uitslagen op de examens i. v. m. het studieprogramma of het studiejaar waarvoor hij ingeschreven is. Ze houden rekening met de geschiktheid van elke student voor persoonlijk werk. Tegen hun beslissingen is er geen beroep.

Elke student kan, op gewone aanvraag, mededeling krijgen van zijn uitslagen per examen.

Art. 30. Op collegiaal advies van de rectoren en na raadpleging van het CIUF bepaalt de Regering de minimumvereisten voor het overdragen van examencijfers naar een volgend academiejaar en de voorwaarden waarop die overdracht blijft gelden wanneer de student van curriculum of instelling verandert.

Art. 31. Onder voorbehoud van de andere bepalingen van dit hoofdstuk legt het bestuur van de universiteit een examenreglement op, met o.m. :

- de examentijden;
- de voorwaarden voor de inschrijving voor dit examen;
- de wijze waarop de examens georganiseerd worden en verlopen;
- de wijze waarop de jury's samengesteld worden en werkzaam zijn;
- de voorwaarden voor het overdragen, door de jury's, van examencijfers in hetzelfde academiejaar of naar een volgend academiejaar;
- de wijze van bekendmaking van de beslissingen van de jury's;
- de wijze van indiening, onderzoek en afhandeling van klachten van studenten over een onregelmatig verloop van de examens.

HOOFDSTUK VIII. — Jury's van de Franse Gemeenschap voor het universitair onderwijs

Art. 32. Een jury van de Franse Gemeenschap voor het universitair onderwijs wordt, ten zetel van elke universitaire instelling ingesteld voor het toekennen van de academische graden van de 1e en de 2e cyclus, die de universitaire instelling waar de jury gevestigd is, ter bekrachtiging van de basisstudie toekent.

Op collegiaal advies van de rectoren en na raadpleging van het CIUF bepaalt de Regering de bevoegdheid van de jury's, hun organisatie en werking, onder voorbehoud van de artikelen 10, 11, § 1, 1e lid en 23, de voorwaarden voor de toegang tot en de inschrijving voor de examens die ze organiseren.

HOOFDSTUK IX. — Toekening van de academische graden en uitreiking van de diploma's

Art. 33. De academische graden worden toegekend aan de studenten die :

- voldaan hebben aan de in hoofdstuk V bepaalde toegangsvoorwaarden;
- aan hun studie het in artikel 23 bepaalde minimumaantal jaren besteed hebben;
- geslaagd zijn voor de ter verkrijging van die graden georganiseerde examens.

Art. 34. De academische graden worden toegekend en de diploma's die ze staven worden uitgereikt door de jury's van de universitaire instellingen of door de jury van de Franse Gemeenschap voor het universitair onderwijs.

Art. 35. De diploma's worden door de leden van de jury's ondertekend. Als ze uitgereikt worden door de jury's van een universitaire instelling, worden ze door de rector medeondertekend. Ze vermelden dat de voorschriften van dit decreet nageleefd worden inzake toegang, programma's, studieduur en examens. Op de diploma's of op bijgevoegde documenten wordt de leerstof vermeld. De voorzitter en de secretaris van de jury ondertekenen die documenten

HOOFDSTUK X. — Gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften

Art. 36. Bij algemene maatregel kan de Regering de gelijkwaardigheid erkennen van buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften met de in artikel 6 vermelde academische graden.

Ze bepaalt de voorwaarden en de procedures voor de erkenning van de volledige gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften, waarop geen in het 1e lid bedoelde maatregel toepasselijk is, met de in artikel 6, § 2 vermelde academische graden ter bekrachtiging van de basisstudie van de 2e cyclus.

Onder voorbehoud van het 1e en het 2e lid kan het bestuur van de universiteit de volledige gelijkwaardigheid erkennen van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met de academische graden die het toekent.

Onder voorbehoud van het 1e lid kan het de gedeeltelijke gelijkwaardigheid erkennen van buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften met de academische graden die het toekent. In dat geval bepaalt het de aanvullende voorwaarden ter verkrijging van de betrokken academische graden.

HOOFDSTUK XI. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 37. Art. 1, 1, a) van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, gewijzigd bij de wet van 9 april 1965, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 1. I. Niemand mag de titel voeren :

a) van een van de graden bedoeld in de wetten op de toekening der academische graden en het programma der universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, of in het decreet d.d. ... tot regeling van de universitaire studies en de academische graden in de Franse Gemeenschap, indien hij er het diploma niet van verworven heeft overeenkomstig die wetten of dat decreet".

Art. 38. Artikel 6, § 1 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij besluit van de Regent van 31 december 1949, wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Kunnen het diploma van bekwaamheid verkrijgen voor toegang tot het hoger onderwijs, uitgereikt door de examencommissie van de Franse Gemeenschap :

— zij die enkel houder zijn van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, bekomen in het algemeen, technisch of kunstonderwijs, uiterlijk na afloop van het schooljaar 1992-93 in een onderwijsinrichting of, na afloop van het kalenderjaar 1993, voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

— de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt na het 7e jaar secundair beroeps- of het 1e jaar aanvullend secundair beroeps- of hoger onderwijs;

— de houders van een studiebewijs, waarvan de gelijkwaardigheid erkend werd bij toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften, met beperking van de toegang tot het hoger onderwijs tot dat van het korte type of tot bepaalde studierichtingen en -gebieden van het hoger onderwijs van het lange type en van het universitair onderwijs".

Art. 39. In artikel 9 van voormelde gecoördineerde wetten vervallen de woorden "van de diploma's van bekwaamheid voor toegang tot het hoger onderwijs".

Art. 40. De artikelen 6, § 4 en § 5, 8, 10, § 3, en 10bis van voormelde gecoördineerde wetten worden opgeheven.

Art. 41. De wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 31 december 1949, zoals gewijzigd, worden opgeheven, behalve de artikelen 1bis, 4°, 6, §§ 1, 2 en 3, 6bis, 9, 10, §§ 1, 2, 4 en 54. t/m 57 en onder voorbehoud van onderstaand artikel 46, 1e lid.

Art. 42. Artikel 3 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt vervangen als volgt :

"Benevens de academische graden die de universiteiten krachtens het decreet d.d. ... mogen uitreiken, mogen ze erediploma's uitreiken, die de aan de academische graden verbonden rechten niet verlenen. De Regering bepaalt de algemene voorwaarden voor de uitreiking van die diploma's".

Artikel 4, § 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"De "Université de Mons-Hainaut" omvat :

- een faculteit psychologie en opvoedkunde;
- een faculteit economische wetenschappen;

- een faculteit van de wetenschappen;
- een faculteit van de toegepaste wetenschappen, bij toepassing van artikel 18, 2e lid, van de wet van 28 mei 1971 houdende nieuwe maatregelen met het oog op de universitaire expansie;
- een faculteit van de geneeskunde;
- een "Ecole d'interprètes internationaux" die evenwel haar huidig wettelijk statuut behoudt".

Art. 43. Artikel 8, § 1, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs wordt vervangen als volgt :

"Artikel 8. § 1. Niemand wordt tot het 1e jaar hoger onderwijs van het lange type toegelaten als hij niet voldoet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 10 van het decreet d.d. ... tot regeling van de universitaire studies en de academische graden".

Artikel 10. § 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"3. De in de §§ 1 en 2 hierboven bedoelde studiebewijzen kunnen ook buitenlandse studiebewijzen zijn, gelijkwaardig erkend bij toepassing van artikel 36 van het decreet d.d. ... tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's of studiegetuigschriften.

Art. 44. Artikel 5 van het decreet van 29 juli 1992 tot wijziging van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens en houdende maatregelen ten gunste van de houders van een diploma, uitgereikt door de Koninklijke Militaire School, wordt opgeheven.

Art. 45. Het koninklijk besluit van 30 september 1964 houdende algemene voorwaarden voor het uitreiken van wetenschappelijke en erediploma's in de rijksuniversiteiten wordt opgeheven, behalve de artikelen 6 en 8.

Het koninklijk besluit van 20 juli 1967 houdende algemene voorwaarden voor het uitreiken van wetenschappelijke en erediploma's door de rijksfaculteit voor veeartsenijkunde te Brussel (Kuregem) en door de rijksfaculteiten voor landbouwkunde wordt opgeheven, behalve artikel 1.

Art. 46. Elk van de graden, vermeld in artikel 1 van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, zoals gewijzigd, kan nog worden toegekend, overeenkomstig die wetten en het decreet van 5 juli 1993 tot legalisatie van de wetenschappelijke universitaire diploma's die met diploma's betreffende wettelijke graden overeenstemmen, aan studenten die geslaagd zijn voor ten minste één jaar studie ter verkrijging van de betrokken graad.

Elk van de wetenschappelijke graden of diploma's, voor de inwerkingtreding van dit decreet verleend, kan onder dezelfde voorwaarden nog verleend worden aan studenten die geslaagd zijn voor ten minste één jaar studie ter verkrijging van de betrokken graad.

Het 1e en het 2e lid zijn niet langer toepasselijk na het jaar, volgend op de jaren die overeenstemmen met de minimumduur van de resterende studies.

Art. 47. Zolang de uitvoeringsmaatregelen voor dit decreet niet getroffen zijn, passen de universitaire instellingen de bepalingen toe die bij de inwerkingtreding van dit decreet toepasselijk waren.

Art. 48. In afwijking van artikel 8 kunnen de curriculum's, georganiseerd ingevolge de machtigingen bepaald bij artikel 1, III, a) van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 28 mei 1971 houdende nieuwe maatregelen met het oog op de universitaire expansie, of door de artikelen 37 en 37bis van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gewijzigd bij de artikelen 3 en 4 van voormelde wet van 28 mei 1971, en die krachtens dit decreet niet meer georganiseerd zouden kunnen worden, behouden blijven op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, onder voorbehoud van de artikelen 5, 6, 7, §§ 1, 2 en 4, 19 en 23 en met voorafgaande instemming van de voor het universitair onderwijs bevoegde minister.

Art. 49. Vanaf 1 september 1994 zullen er geen universitaire curriculum's van de 1e en de 2e cyclus opgericht worden in volgende studiegebieden, vermeld in artikel 3, § 1 : landbouwkunde en bioteelten, geneeskunde, tandheelkunde, diergeneeskunde, farmacie.

Art. 50. De Regering treft alle aanvullende overgangsbepalingen die vereist kunnen worden.

Art. 51. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet, behalve voor de artikelen 10, § 1, 38, 39 en 40, die uitwerking hebben op 30 juni 1994.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 september 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX